le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Effectifs en baisse

De Robien réduit le nombre de profs
Sarkozy diminue le nombre d'élèves

M 02137 - 1446 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

« Toutes les lois sont scélérates, tous les jugements sont iniques, tous les juges sont mauvais, tous les condamnés sont innocents. »
Libertad

hebdo n° 1446
du 14 au 20 septembre 2006

Sommaire

L'affiche « Les élections... ça vous amuse encore ? » de la Fédération anarchiste est disponible à publico.

Tarifs :
format 43 x 63 : 7 euros les 50
format 100x70 : 11 euros les 50

Pour commander :
Publico
145, rue Amelot
75011 Paris

Rafles estivales, par M. Mouse, *page 4*

La situation à Oaxaca, par Fred, *page 5*

Autruche, nouvelle formule, par F. Ladrisse *page 5*

Rentrée syndicale, par J.-P. Germain, *page 6*

Rentrée politicienne, par J.-P. Levaray, *page 7*

Brèves d'ici et d'ailleurs, *page 8*

Entretien avec un jeune anar queer israélien, *page 9*

La Prodi politique, par J.-P. Garnier, *page 12*

SNCF collabo ?, par Dr Martius, *page 14*

La tragédie de **l'Espagne,** par H. Lenoir, *page 17*

Ballon sanglant, par G. Bourrou, *page 18*

La voix du thérapeute, par C. Margat, *page 19*

Fichage ADN, par Daniel, *page 20*

Soutien à Benjamin, par Jean, *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	20 €	27 €
6 mois, 25 nos	38 €	46 €
1 an, 45 nos	61 €	77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos 76 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

C'EST LA RENTRÉE des classes, des millions d'enfants et d'adolescents sont abandonnés à l'Éducation nationale. Plutôt qu'en faire des êtres libres, épanouis, puisant leur connaissance dans le savoir accumulé par les générations qui les ont précédés, celle-ci préfère instiller dans leur cerveau malléable un savoir distillé par de doctes imbéciles. Elle cherche à les transformer en singes savants capables d'ânonner par cœur des leçons qu'ils ne comprennent pas. Le but de l'éducation étant, pour nos diligents dirigeants, de former des éléments disciplinés respectant l'autorité, répondant à des principes devenus pour eux des réflexes, mais qu'ils n'ont jamais fait leurs. Ces principes, gravés dans l'inconscient de nos enfants, feront d'eux des adultes dociles, facilement manipulables par ceux qui savent tirer les ficelles. Nos dictateurs en puissance modernes rêvent d'une population persuadée que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, alors qu'inconsciemment ils sont les esclaves d'une doctrine qu'ils acceptent sans critique.

Les partis politiques, eux, sont sortis ragaillardis de leurs universités d'été, ils se dirigent vers les starting blocks de la course électorale. Mais que se soit à gauche ou à droite, la chasse aux pauvres a battu son plein cet été. Les SDF ont été bannis des centres-villes pour ne pas gêner l'industrie touristique. Le gouvernement, après avoir profité des vacances pour expulser des sans-papiers et leurs enfants, a voulu montrer son efficacité dans le traitement des logements insalubres en jetant plus de mille personnes à la rue, là où, bien sûr, ils trouveront les éléments nécessaires à une bonne hygiène de vie, air pur et grand espace. De fait, indépendamment des critères ethniques ou nationaux, mais bien sûr un critère de classe sociale, c'est le trop-plein du marché que l'on cherche ainsi à marginaliser ou à expulser. Que l'on soit bleu de frousse, vert de terreur ou rouge de colère, nous sommes tous obligés de nous conformer au moule le plus en vogue sur le marché, c'est ce qu'ils appellent l'employabilité. Gageons que le chômage, avec l'insécurité, sera un des grands thèmes sur lequel dégoiseront nos candidats à la magistrature suprême. Tous auront des solutions miracles pour éradiquer ce chancre sarcomateux qui pourrit notre société. En l'occurrence, les différents gouvernements qui depuis une trentaine d'années se succèdent dans l'Hémicycle n'ont jamais cherché qu'à camoufler le nombre réel des sans-emploi derrière des chiffres manipulés.

Après la rafle de Cachan

Quelques réflexions sur une police à tout faire...

Raflé le 16 juillet 1942 par des policiers français

Maurice Rajsfus

CACHAN. 17 AOÛT 2006. 9 heures du matin. Plus de 600 CRS débarquent dans un bâtiment squatté de la cité universitaire pour y rafler quelques 600 hommes, femmes et enfants – essentiellement des Africains de l'Ouest. Un policier par paria. Qui dit mieux? Deux heures plus tôt, des policiers ont interpellé – au faciès – ceux des hommes qui partaient travailler, dans les gares RER B, de Bagneux et de Cachan. Face aux femmes et aux enfants, jetés à la rue, derrière les chevaux de frise, se trouvent les CRS, casqués, bouclier en main, matraque au côté; certains étant munis de ces flash-balls qui peuvent tuer ou de l'indispensable bombonne de gaz lacrymogène. Plus tard, dans la matinée, des familles sont chargées à bord d'autocars, pour être conduites vers des hôtels, loin du champ de bataille. Mauvais souvenir...

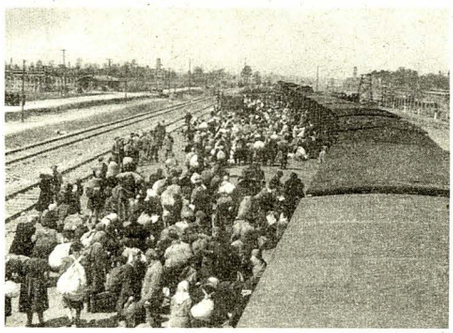
Surtout ne pas comparer les périodes. Ne pas nous livrer à un triste amalgame entre dictatures passées et démocraties actuelles, disent les bons esprits. Bien sûr, ce n'était pas la rafle du Vel' d'Hiv, et les sans-papiers, triés parmi les personnes raflées, ne risquent pas de monter dans un train dont la destination finale serait Auschwitz. De la même façon, il serait indécent d'expliquer que nos policiers de 2006 ont une certaine filiation avec leurs « anciens », supplétifs sans état d'âme au service des occupants nazis – de l'été 1940 à l'été 1944. Pas plus qu'il avait été réellement crédible de décrire les CRS de mai et juin 1968 comme des SS.

À chaque fois, il n'y a que des similitudes hasardeuses. Il est en effet très facile de proférer ces imprécations qui ne font qu'égarer ceux que l'histoire contemporaine intéresse. Cela dit, il est quand même bon de savoir – et de le rappeler — qu'en juillet 1942, au plus fort des rafles contre les juifs étrangers, les policiers de ce pays agissaient d'ordre et pour compte de la Gestapo. Par la suite, au fil de leurs méfaits, les mêmes, peut-être, sont intervenus au nom de la démocratie retrouvée pour continuer à distribuer généreusement les coups de matraque.

Faut-il rappeler la répression conduite, en 1947 et 1948, contre les mineurs du Nord-Pas-de-Calais et les dockers de Marseille? Il est indispensable de ne pas oublier le massacre des Algériens, le 17 octobre 1961, à Paris, et l'assassinat de militants français, le 8 février 1962, à la station de métro Charonne. Et puis, certains ressentent encore dans leur chair la violence de l'intervention policière durant le mouvement de mai 1968. Encore ne s'agit-il ici que des principales étapes des exploits de nos forces de l'ordre.

Le soldat de l'ordre est toujours perfectible!

En quelques décennies, le matériel répressif s'est perfectionné, dans le même temps que le policier lambda, jadis doté du simple certificat d'études, est devenu bachelier. Ce serait presque du romantisme d'évoquer les bâtons blancs des policiers de la IIIe République. Et tout autant dérisoire de rappeler les charges à la pèlerine que les vieux militants n'ont pas oubliées. Sous la IVe République sont apparues les



« bidules », ces fameuses matraques, très longues, incassables même, agitées par des policiers dont certains avaient peut-être été résistants. Déjà, les forces de l'ordre avaient réappris à tuer, et les exemples ne manquent pas des hauts faits d'arme de ces policiers redevenus républicains.

Il a surtout fallu le retour de De Gaulle au pouvoir, en juin 1958, et la naissance de la Ve République, pour que les policiers retrouvent leurs marques. La guerre d'Algérie s'éternisant, les képis disposaient d'un pouvoir discrétionnaire - sans limite même. Devenue un État dans l'État, approfondissant ses « droits » à chaque retour au pouvoir des lointains héritiers du gaullisme, l'institution policière estime n'avoir de comptes à rendre à personne puisqu'elle ne fait qu'appliquer des lois élaborées pour la renforcer.

Satisfaits de servir un pouvoir fort, nos policiers républicains, déjà dépositaires de tous les moyens répressifs, se posent désormais en tuteurs de cette démocratie dont ils aimeraient fixer les limites. Ils étaient cassants, ils sont devenus odieux. Non contents de dicter le droit, ils aimeraient imposer leur morale. Ces super-citoyens vivent sur une autre planète, et la moindre réflexion à leur endroit ne peut que constituer un outrage. Dans leur esprit, ce pays leur appartient de fait, et gare à celui qui s'autorise à franchir des limites fixées par l'institution policière, bien plus que par les règles républicaines encore en vigueur.

L'ennemi, c'est l'étranger !

Au service de leurs propres lois, les policiers n'ont aucune difficulté à fouler aux pieds la loi commune. Nul n'a eu besoin de leur apprendre que l'Étranger est une menace pour ce beau pays qu'ils maintiennent sous leur tutelle. Il n'est pas nécessaire de trop les solliciter pour qu'ils partent en guerre contre ceux qu'ils considèrent comme des intrus. Sous l'occupation nazie, il fallait débarrasser la France de ses Juifs – mission accomplie sans la moindre difficulté. Surtout ne pas rappeler ces mauvais souvenirs. D'autant plus qu'à partir des années 1960 – la guerre d'Algérie aidant - les policiers étaient persuadés qu'il était devenu urgent de débarrasser la France de ses Arabes.

Ce qui s'est passé les 17 et 18 juillet 2006, à Cachan, ne serait donc qu'une opération de routine. Personne n'a été tué. Il y a juste eu quelques dizaines de conduites vers les centres de rétention – avant expulsion. Des dizaines d'enfants ont été traumatisés – ne leur demandons pas d'aimer la France. Si, parmi les quelque 600 CRS lancés à l'assaut des squatters, il y en avait eu un seul pour refuser de participer à cette opération immonde, il y aurait eu quelques raisons d'espérer de ce pays qui commence à ressembler une République gorille. La violence déchaînée, le 18 août, pour expulser des femmes et des enfants couchés à même le sol, donnait le sentiment que les brutes en opération n'avaient plus rien d'humain. **M. R.**

Rafles estivales

M. Bagayogo, sans papiers, d'origine malienne, travaillait pour une entreprise de surveillance sous-traitant chez Monoprix. Ce sous-traitant employait régulièrement des sans-papiers. L'entreprise a demandé à ses employés de démissionner, sous menace de les dénoncer.

Huit d'entre eux ont déposé plainte devant les prud'hommes. Ils ont été licenciés, fin mai, pour « faute grave », celle d'avoir présenté de faux papiers lors de l'embauche.

Bagayogo a été ensuite arrêté et placé en rétention, probablement dénoncé par son employeur. Il a été placé en rétention pour 15 jours, rétention reprolongée 15 jours par le tribunal d'appel du 35bis (en premiere instance le tribunal n'avait demandé que 5 jours de rétention supplémentaire). Le vendredi 18 août, la préfecture a fait une première tentative d'expulsion. Expulsion ratée grâce à l'intervention de militants et la révolte de passagers à bord de l'appareil. Bagayogo est donc débarqué et passé à tabac par la police. Il est ramené blessé au centre de rétention de Bobigny.

Le 28 août, nouvelle tentative. Des militants interviennent, préviennent les passagers. Deux d'entre eux refuseront de s'asseoir. Mais rien n'y fait; 15 policiers pénètrent dans l'appareil, passent à tabac Bagayogo et les deux passagers, et l'appareil décolle, expulsant Bagayogo vers le Mali alors qu'il avait une femme et un enfant en France.

Une fois de plus la police a choisi son camp… celui des patrons.

Moko Mouse

Oaxaca

ou la révolution du XXIe siècle

À Oaxaca (Mexique), la situation politique s'assombrit dans un contexte national marqué par les enjeux autour de l'élection présidentielle et la prétendue victoire de la droite.
À Mexico, les partisans de Lopez Obrador (candidat de gauche) continuent à bloquer et occuper la place centrale (zocalo). A Oaxaca, la population a créé une Assemblée populaire du peuple d'Oaxaca contre les institutions étatiques. Le gouvernement continue à user de la répression féroce.

Depuis le 1er mai, les travailleurs de l'éducation ont manifesté pour la satisfaction de leurs revendications. Le 22 mai, des milliers de professeurs bloquent les rues d'Oaxaca. Le gouvernement envoie la police. La ville sera submergée de gaz lacrymogènes et on comptera au moins 130 blessés parmi la population civile. La police a incendié les campements de protestation et détruit la radio que les manifestants avaient mis en place pour pouvoir informer les habitants. À partir de là, la solidarité avec les manifestants et le rejet du gouvernement se sont cristallisés dans la création d'une Assemblée populaire de peuple d'Oaxaca (APPO), qui réunit des dizaines de syndicats, d'organisations paysannes, indigènes, étudiantes.

Des manifestations massives et festives

Les manifestations se sont poursuivies avec, le 16 juin, 200 000 personnes et une répression féroce et meurtrière. Deux semaines plus tard, le 28 juin, un demi-million de personnes manifestent leur solidarité et exige la démission du gouverneur de l'État, Ulises Ruiz.

Le 2 juillet se déroule l'élection présidentielle, avec la soi-disant victoire de la droite, mais l'élection est entachée de fraude et la rue va se mobiliser dans les jours suivants.

À Oaxaca, la réaction a attaqué, le 22 juillet, la radio universitaire qui servait à transmettre les informations sur les mouvements de grève. De leur côté, les manifestants appelaient au boycott de la fête traditionnelle, la Guelaguetza, et proposaient d'organiser une fête alternative loin des lois du fric.

Depuis tout ce temps des campements sont organisés sur le zocalo qui est barricadé. Des manifestations régulières ont lieu pour la destitution du gouverneur et la disparition des institutions étatiques, pour la libération des prisonniers.

La réaction poursuit ses arrestations, d'enfermer de façon arbitraire les responsables syndicaux et attaque les radios des manifestants. Le 20 août, canal 9 a été attaqué par un commando armé. Le 10 août, une manifestation contre la répression s'est terminée par la mort d'un manifestant. Le 22 août, une autre personne a été tuée par la police et la répression s'intensifie avec des arrestations, des violences, des tortures. Depuis, le quartier est fermé aux touristes, certainement pour éviter les regards indiscrets.

Des campagnes médiatiques sont orchestrées afin de casser le mouvement et la solidarité dont il bénéficie, avec assez peu de succès jusqu'alors, mais nous devons populariser cette lutte.

Dans d'autres pays d'Amérique latine, des mouvements similaires en matière d'éducation se développent, notamment au Chili. À suivre…

Fred
militant au groupe Proudhon Fédération anarchiste (Besançon)

Quand l'autruche éternue…

Respect ?

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? En premier lieu des merdouilleux ralliant le clan Sarko, dont l'idole des jeunes charcutiers : **« Nicolas doit absolument être notre président. Je ne vais pas me contenter de voter pour lui, je vais lui donner un coup de main. »** Le pire est qu'il n'est même pas sûr que le coup de main de Johnny suffise à faire perdre Sarkozy. Plus tard, ce fut au tour du narcotique Doc Gynéco d'aller baiser une main qu'il a renoncé, depuis longtemps, à mordre. **« On doit aimer l'idée de pouvoir s'en sortir, et ça, ça s'appelle être de droite »**, a osé le blaireau. Il n'y a pas si longtemps ça « kiffait les keufs qui clamsent » (refrain d'une de ces bluettes), désormais ça lèche grave les chaussettes à clous de Monsieur le ministre de l'Intérieur. Blaireau. On s'en doutait.

Une autre aussi qui nous a plu, c'est la môme Parisot. Une comique ratée, celle-là, qui avait choisi comme thème central de l'université du Medef **« concilier l'inconciliable »**. C'est beau, tiens, on dirait du veau. Afin d'illustrer son sujet, la Parisot avait invité Michel Rocard. Michel qui ? Mais si, Rocard, vous savez, l'ancien Premier ministre, celui qui s'est suicidé…

Puisqu'on parle du patronat, notez celle-ci, de Mestrallet, président de Suez : **« Le prix du gaz,** s'est permis le garçon, **le prix du gaz ne doit pas pénaliser les actionnaires. »**

Pour ne pas se retrouver avec un troupeau de chieurs dans le genre des petits actionnaires d'Eurotunnel, la seule solution est de doubler les factures. Mais les mêmes qui avaient promis que jamais GDF ne serait privatisé viennent de promettre que ses tarifs jamais n'augmenteraient. Nous voilà rassurés.

À gauche aussi ça ramone dur. Ainsi Jospin, à La Rochelle, décrétant que **« la campagne commence maintenant »**. Personne, au PS, n'ose lui dire qu'elle se fera sans lui ? Jack Lang, quant à lui, au fur et à mesure que l'échéance approche, se fait de plus en plus pathétique. De retour de Téhéran, le guignol affirma que **« les Iraniens sont très sensibles au fait qu'une personnalité française leur rende visite »**.

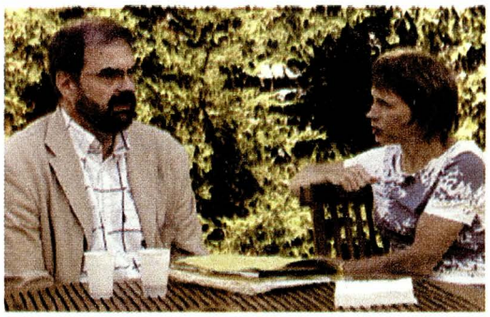
Une personnalité, qui ça, Sophie Marceau ?

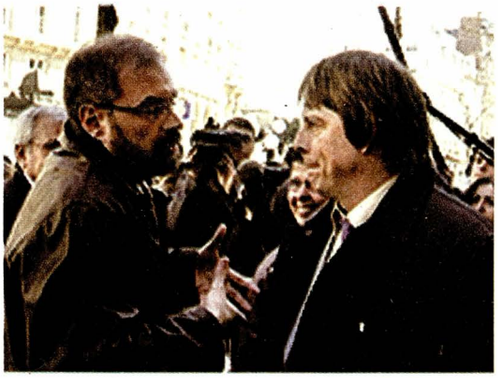
Mais respect ! Oui, respect. C'est le mot d'ordre de cette rentrée, le leitmotiv, le gimmick de la crasse politique. De la Royal, qui appelle de ses vœux **« une République du respect, où les Français seraient réconciliés avec les entreprises** (les victimes avec leurs bourreaux, les moutons avec le couteau…), à Sarkozy qui **« veut une école du respect, où les élèves se lèvent quand le professeur arrive »**, tous ont la bouche pleine de ce rot de notaire, « respect ». L'un voudrait que les profs soient respectés par les élèves (l'inverse n'est, semble-t-il, pas à l'ordre du jour), l'autre, qu'on respecte l'entreprise, c'est-à-dire les patrons. Foutue rentrée en vérité. Du coup, tête retourne au trou.

Frédo Ladrisse

… c'est toute la jungle qui s'enrhume

Rentrée syndicale





Il y a quelques années (avant ou après 1981?) il y avait une coutume non écrite: celle, pour les secrétaires nationaux des confédérations syndicales représentatives, de présenter leur opinion sur la réalité sociale dans un grand quotidien. Ça se passait pendant les vacances d'été dans les tribunes libres du journal *le Monde*.

Les uns et les autres se positionnaient par rapport au capitalisme et aux pouvoirs publics en vue de la rentrée. Pouvoir d'achat, chômage, salaires, perspectives politiques... Cela avait certes un côté « devoir de vacances » mais dévoilait un tant soit peu les stratégies à venir. Signe des temps où Internet supplante le presse écrite, cela n'existe plus.

On a l'impression en cette fin d'année 2006 que les universités d'été des différentes boutiques politiques donnent le la.

Présidentielle oblige, Sarkozy promet la lune aux jeunes de l'UMP, toutes et tous unis de Jean-Philippe Smet à Doc Gineco. À bas Mai 68 et la dictature minoritaire des syndicats semeurs de grèves! Vive la consultation de la base à bulletins secrets pour lutter contre les bureaucrates syndicaux! C'est pas gentil et ça bafoue l'histoire de France a rétorqué, entre autres, Ségolène. Pourtant, dans ses dernières « sorties », l'école était bien encadrée et, en ce qui concerne le mouvement syndical, il faut qu'il soit fort pour que le dialogue social existe et que les conflits sociaux soient évités.[1] Voilà qui aurait bien irrité Émile Pouget!

On aura en vain attendu un semblant de riposte unitaire de la part des boutiques confédérales. Un communiqué commun n'aurait pas fait de mal, mais « le temps de rêver est bien court ». Faut dire qu'entre ménager les socialistes et répondre aux provocations de la droite, les « représentatifs » ont fort à faire! Ils jouent donc aux abonnés absents et laissent les partis politiques s'exprimer. Aux oubliettes donc un programme syndicaliste indépendant de la pression médiatique pour la présidentielle?

Pour la rentrée nous aurons eu droit à une confrontation Parisot/Thibault dans *le Nouvel Observateur*. Quelle mouche a piqué le secrétaire de la CGT de se laisser emmêler dans des déclarations passe-partout avec la secrétaire du Medef? Chevalier seul pour marquer son territoire dans l'affaire de la fusion Suez-GDF ou histoire de faire la nique à la CFDT pour lui montrer qu'il peut prendre la place de Chérèque, on a le choix.

Dans une interview accordée dans la foulée à *Libération*, on lit que son principal soucis est le « dossier gazier ».

La CGT, encore ultra-majoritaire dans l'entreprise, est résolue à engager toutes ses forces dans ce combat contre la casse d'un service public qui, même selon des avis UMP, fonctionne.

Le problème de Gaz de France sera-t-il tranché par le Parlement, le gouvernement, quelle sera la place de l'influence syndicale? On peut, sans trop se tromper, avancer que cela sera réglé après la présidentielle...

Dans la même interview au journal *Libération*, Bernard Thibault en réponse à une question sur l'élection du président de la République, déclare: « À la différence des partis, ce rendez-vous n'est pas notre priorité. Nous voulons des réponses concrètes et rapides aux revendications d'aujourd'hui. Nous participerons au débat public à cette échéance, le moment venu. Mais notre rôle de syndicat n'est pas de participer à l'élaboration d'un programme, encore moins d'appeler à voter pour tel ou tel. » Diable, le fantôme de la charte d'Amiens planerait-il sur la porte de Montreuil? Pour le reste on aura trouvé quelques déclarations Force Ouvrière distribuées au compte-gouttes par les médias, s'élevant contre les propos de Sarkozy et on notera le quasi-silence radio de la CFDT. Dans le secteur bancaire les syndicats se mobilisent pour défendre le Livret A et la semaine dernière patronat et syndicats reprenaient les négociations sur la lutte contre la discrimination à l'embauche. Celles-ci (les négociations) avaient été initialisées après les émeutes de banlieues en novembre dernier. On nous promet aussi une forte mobilisation dans l'enseignement autour du problème épineux de la carte scolaire.

Pendant ce temps les présidentiables font le tour des popotes et la gauche antilibérale cherche son programme commun. Vous avez dit rentrée syndicale?

Jean-Pierre Germain

---

1. Ségolène Royal s'est aussi déclaré pour une syndicalisation obligatoire.

Comme l'aurait confessé Michel Rocard devant des militants de l'UDF: «Ségolène et moi, nous partageons une longue expérience du monde ouvrier.» Rideau!

Rentrée politique

« Entrez, entrez Mesdames et Messieurs, le grand cirque électoral va commencer »

Le cirque électoral n'est pas encore véritablement lancé, pourtant il est annoncé depuis déjà des mois. On sent que ça s'énerve et que ça trépigne dans la ménagerie et dans les coulisses. Il paraîtrait que 40 prétendants au titre de président de la République seraient sur les rangs. Certes, avec ce qui s'est passé en 2002, le nombre des candidats va sans doute être divisé par quatre, d'autant que des consignes strictes ont été données aux maires, à droite comme à gauche, mais tout cela reste de la cuisine dont on se ficherait plutôt.

Reste que nous assistons à la rentrée des politiciens et que, si c'est déjà pathétique de voir tant de gens se démener pour un poste de commandement, cela semble plutôt grave pour nos vies à venir.

Depuis quelques années, la classe politique offre un nouveau jouet aux médias pour faire parler d'elle dès la fin août, cela s'appelle « les universités d'été ». Tout le monde investit donc dans ce produit marketing, de la LCR au FN. Cela permet aux militants de se retrouver ensemble (version scout ou version palais des congrès, suivant les finances) mais surtout aux ténors de se faire voir et de passer devant les caméras. Tous ces postulants s'en donnant à cœur joie devant la presse obséquieuse et aux ordres. Les discours ont tous été dans le même sens : défense des intérêts du Medef (qui s'est directement invité dans le « débat ») et de la société d'hier. Bayrou étant sans doute le plus rigolo, avec ses dents qui rayent le parquet à tant vouloir le pouvoir, en disant tout et son contraire, histoire d'essayer d'y arriver.

Pour Sarkozy, l'exercice a consisté en un discours fleuve à la cubaine (je l'ai regardé, c'est dire s'il faut donner de sa personne pour écrire dans le *Monde libertaire*) devant les « jeunes » UMP qui avaient lâché les tongs pour retrouver leurs chaussures de luxe. Devant un Johnny sénile et un Doc Gynéco has been et largué, Sarkozy a fait un discours de campagne, démago et populiste, mais surtout réactionnaire. Il s'est dit héritier de la jeunesse de mai 1968, mais en a combattu fortement les idéaux qui ont « perverti » le monde actuel. Dans une figure de rhétorique habituelle chez les politiciens, il s'est même référé à Jaurès et Blum (pour des citations que n'importe qui aurait pu dire, d'ailleurs). Le tout était pourtant bien pétainiste, avec un soutien aux valeurs travail, famille, patrie, s'en prenant particulièrement aux enseignants (un classique de la part de la droite).

Au PS, Ségolène Royal enfourche à peu près les mêmes valeurs et le même discours parce qu'elle pense sans doute qu'il faut droitiser (si c'est possible) la politique du parti socialiste pour retrouver le pouvoir. Du coup, voilà Jospin qui se pointe, histoire de « revenir aux fondamentaux ».

À l'extrême gauche, la démarche est plus ardue, dans le sens où les possibles candidats risquent de ne pas avoir leurs 500 signatures, mais surtout parce que chacun des candidats voudrait être LE candidat unique de cette pseudo « gauche de la gauche ». Tout ça pour quoi ? pour un petit 5 % dans le meilleur des cas, d'autant que le vote « utile » (*sic*) risque d'être la priorité de 2007.

Bref, le cirque a bien repris du service, ses spectacles vont truster notre quotidien et surtout les médias. Quoi qu'on puisse en penser, les échéances électorales risquent également d'influer sur le climat social des mois à venir et vont sans doute imposer une trêve sociale. Par contre, comme les sans-papiers sont un outil d'ajustement aux discours sécuritaires et racistes ambiants, il va sans dire que les mois à venir vont leur être particulièrement difficiles.

Pour les anarchistes, qui refusent de s'élire un guide, un personnage sans mandat et ne rendant de compte à personne ; qui prônent l'action directe plutôt que la délégation de pouvoir, il est évident que nous n'avons rien à attendre de ces élections. Le problème c'est que nous allons avoir du mal à nous exprimer et à être écoutés, notamment si le roquet fascistoïde de l'UMP risque de gagner.

Les élections échelonnent nos vies, comme si c'était la seule façon de s'exprimer. À nous pourtant de faire comprendre que seule la lutte est payante, que le mouvement du printemps dernier est là pour prouver que c'est tous ensemble, et dans la rue, qu'on peut gagner (même si on n'a pas gagné grand-chose, il faut bien le dire) ; que nous n'avons rien à attendre d'une classe politique tellement embourgeoisée qu'elle est à côté de nos aspirations et enfin, comme le disaient les autogestionnaires argentins : « Nos rêves sont plus grands que leurs urnes. »

Jean-Pierre Levaray

Brèves de combat

Les SDF désédentarisés de force

Cet hiver, Médecins du monde distribue des tentes aux SDF, pour les rendre plus visibles aux yeux du public. En juillet, Delanoë décide qu'elles font « désordre » sur les quais de Seine (à cause de Paris-Plage) ou le long du canal Saint-Martin. Le sud de la France a connu les mêmes problèmes et, résultat des courses, mi-août, un rapport préconisait la création de 1 000 places d'accueil d'urgence et un meilleur traitement social (l'annoncer n'engage à rien...).

Refuser la société de répression et de délation

D'ores et déjà des travailleurs médico-sociaux appellent à boycotter tous les fichiers et à ne transmettre aucun renseignement susceptible de stigmatiser et pénaliser les familles. Des maires ont déjà fait savoir qu'ils refusaient ce dispositif. Il nous faut nous mobiliser immédiatement pour le retrait de la loi, entrer en résistance, construire des solidarités entre tous les secteurs qui refuseront de mettre en place ces projets liberticides. Comme au temps d'un Bush entrant en guerre contre le monde, cette politique raciste et sécuritaire ne se fera pas en notre nom.

L'État et la « contrition-business »

1999 : on a médiatisé la création de la Commission d'indemnisation des victimes de spoliations par les lois antisémites de Vichy. C'est plus discrètement que des décrets fixent, depuis, les indemnités allouées aux président, directeur et collaborateurs (*sic*!) de cette commission, composée de magistrats, conseillers d'État, conseillers maîtres à la Cour des comptes, professeurs d'université ou personnes « qualifiées » (donc déjà stipendiés par l'État). Au dernier tarif de mars 2006, les indemnités forfaitaires mensuelles vont de 829 à 3483 euros (selon qu'on est rapporteur ou président). La repentance, ça paye !

Grève en Palestine

Les employés du secteur public palestinien (enseignants, personnel hospitalier...) ne sont plus payés depuis six mois. Les aides internationales ont été suspendues et Israël ne reverse plus les taxes et droits de douane pour les produits exportés. Les fonctionnaires ont donc lancé le 2 septembre un mouvement de grève générale et illimitée jusqu'à ce que leurs salaires soient enfin crédités. (Source CNT-FTE)

Enquête sur l'horreur quotidienne des prostitués

Un rapport du syndicat des avocats, de la magistrature et la LDH souligne les dérives policières dont sont victimes les prostitués au quotidien, depuis la mise en œuvre de la LSI en 2003, instituant le délit de racolage. Ils et elles ont de plus en plus de problèmes avec la police : subornation de témoins, chantage sur les clients, GAV pouvant atteindre 24 heures, pour un interrogatoire de 30 minutes, avec utilisation de menottes pour les transferts, fouilles effectuées dans des conditions humiliantes, souvent par des hommes, et placement en cellules de transsexuels avec des hommes. Les prostitués ne vont plus signaler à la police les agressions dont ils ou elles sont victimes. Les auteurs du rapport demandent en premier lieu l'abrogation de l'article sur le racolage.

Les sans-papiers rapportent à Air France

Fin juillet, le Réseau éducation sans frontières (RESF) organise une manifestation à Roissy pour empêcher l'expulsion de deux lycéens chinois de 19 ans, remplacés au dernier moment par 2 adultes clandestins. D'après la CFDT : « les passagers expulsés paient plein tarif, ainsi que leur escorte, soit 1 200 à 1 500 euros pour un aller simple Paris Bamako. » Malgré la mobilisation, les deux Chinois ont été expulsés vers Pékin. Les affaires sont les affaires !

30 000 demandes de régularisation

L'Associated Press annonce qu'à la date butoir du 13 août 2006, période de régularisation des parents d'élèves sans-papiers, 10 000 dossiers supplémentaires étaient déposés, sur les 20 000 attendus par le ministère. RESF s'inquiète : les premiers dépositaires n'ont toujours pas de réponse, alors que l'essentiel des demandes « devraient être traitées avant la rentrée 2006 » ! Selon le réseau, les délais sont impossibles à tenir, dans la mesure où certains étrangers sont convoqués... au début du mois de novembre ! Les associations dénoncent les différences de traitement selon les préfectures. D'après la Cimade, certaines refusent les demandes émanant d'étrangers inconnus de leurs services, alors que d'autres les reçoivent. Mais, pour l'avocat starlette Karlsfeld : « Les agents des préfectures font leur travail avec humanité ». S'il le dit, on a toutes les raisons de ne pas le croire !

Ces victimes du Mondial dont la presse n'a pas parlé

Patrick Pelloux, urgentiste rebelle de l'Hôpital Saint-Antoine a dénombré une douzaine de morts. Deux jeunes déconcentrés se sont tués en moto, en chantant « vive la France », un autre a sauté dans la Seine, pour fêter la victoire et s'est noyé, une femme est morte, assise sur la portière de sa voiture en brandissant le drapeau français, un autre écrasé par le métro. Des blessés graves : un fan de Zizou s'est empalé sur les grilles qui entourent la Bastille (touché à un centimètre du cœur !), un patient admis aux urgences parce qu'il avait reçu un coup de hache, un vieil homme tabassé parce qu'il refusait que des jeunes pétés peignent son chien en tricolore. À Lille, un type a sorti le fusil et a tiré soixante balles, blessant une dizaine de personnes. Ces violences, passées sous silence par les journalistes ont été qualifiées de « petits incidents en marge des rassemblements ». En revanche, les « échauffourées » dans les manifs, elles, font la une des quotidiens.

Premier test du bracelet électronique mobile

Tandis que les délinquants sexuels consentants de Douai et Caen testent les bracelets qui permettent la surveillance de leurs déplacements 24 heures/24 par GPS, Sarkopen annonce le fichage à l'ADN des activistes politiques pour 2007. Bonne rentrée !

Être jeune, anarchiste, queer et radical en « terre promise »

La revue britannique *Anarchists studies* nous livre une interview de Yossi, jeune résident de Jérusalem, membre du Mouvement international solidaire, des Anarchistes contre le mur et du groupe queer radical Black Laundry. Zoom sur une réalité qui va à l'encontre des idées reçues sur la prétendue ouverture d'esprit d'une certaine frange tolérante de la société israélienne.

Traduction : Patrick Schindler

Secrétaire Histoire et Archives de la Fédération anarchiste

Anarchist Studies: Quelques mots au sujet du mouvement anarchiste israélien?

Yossi: Le mouvement anarchiste en Israël ou plutôt, en Palestine, n'a jamais été très important, ni populaire. Le sionisme se définit, avant tout, comme un mouvement nationaliste et la plupart des réfugiés arrivés en 1948 avaient pour objectif de créer un État juif. De fait, l'anarchisme semble, ici, aléatoire, voire, hors vocabulaire. Les socialistes se réclamant du nationalisme n'ont jamais essayé de transcender cette notion d'État. C'est valable pour la culture arabe ou palestinienne: on ne connaît pas de philosophes arabes, à proprement parler, anarchistes. Les premiers libertaires à avoir mis le pied en Israël sont retournés en Europe, ne trouvant pas leur place ici. Seuls quelques individus, nés dans des familles sionistes, en ont adopté les principes et il a fallu attendre les années 1960 à 1980 et l'influence des luttes en Europe et du mouvement punk pour que les choses se concrétisent.
Mais sa véritable émergence date de l'apparition des mouvements antiglobalisation et de l'Intifada, avec l'apparition de plusieurs groupes de convictions anarchistes ou, disons, antiautoritaires.

A. S.: Si, en 1948, les anarchistes ne se sentaient pas ici chez eux, lorsque l'on remonte plus avant dans le temps, à l'époque d'Emma Goldman, par exemple, de grands mouvements de juifs anarchistes existaient en Europe et aux États-Unis. Il paraît surprenant qu'aucun d'eux n'ait survécu en Palestine?

Yossi: Il faut rappeler que les anarchistes, tout comme les communistes, haïssaient les sionistes, y compris socialistes. Beaucoup de ces derniers considéraient que leur idéal politique se résumait à construire un socialisme « pour les juifs » et non plus internationaliste. Sans compter les campagnes ségrégationnistes. L'une d'entre elles, « le travail aux Hébreux » avait pour but de donner « le travail juif aux juifs »! Les communistes et les anarchistes ont vite compris que leurs convictions n'avaient rien à voir avec cette conception xénophobe. Quelques-uns sont partis pour l'Espagne, mais beaucoup ont été obligés de rester ici, à cause de la montée de Hitler, ou encore parce qu'ils n'avaient pas la possibilité de partir pour l'Amérique. Mais, pour les anarchistes venus trouver refuge en Palestine, ils ont toujours été fondamentalement antisionistes, considérant que ce n'était pas la bonne réponse à la problématique du peuple juif.

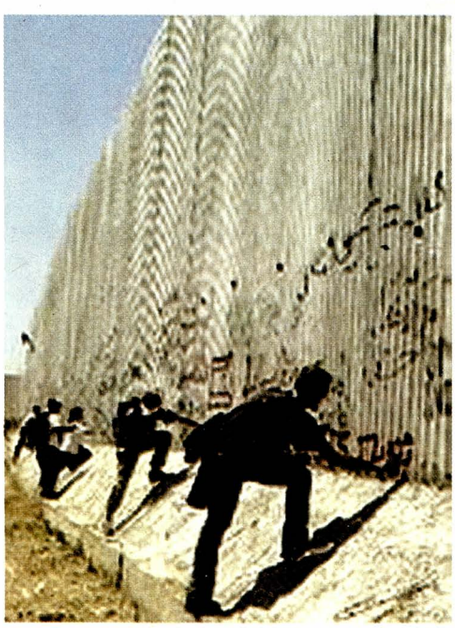
A. S.: Peut-on parler de l'Intifada et du Mouvement des anarchistes contre le mur?

Yossi: Au moment de l'Intifada, la tendance qu'on appelle ici « les sionistes de gauche » a peu à peu laissé tomber les masques pour montrer sa véritable nature: raciste et séparationniste. Une autre tendance a évolué vers l'extrême gauche qui, après la seconde Intifada, s'est vraiment investie dans des actions et une lutte radicale, en formant plusieurs mouvements. Puis, lorsque la violence a redoublé dans les territoires occupés, les gens se sont mis, de plus en plus, à remettre en question la légitimité de cet État-là. En 2002,

lors de la construction du mur « apartheid », des punks, des gays, des lesbiennes et des trans de Tel-Aviv se sont rassemblés dans un village palestinien, assez réactionnaire, mais qui les a néanmoins laissés construire un espace anti-mur à Mas'ha. En cinq mois, nous avons essayé d'informer les Israéliens et le monde entier sur la réelle signification de ce mur. Le village est devenu une zone de dialogue avec les Palestiniens et des liens durables se sont constitués entre anarchistes palestiniens et israéliens. Ces derniers étaient déjà conscients des dérives de l'occupation et de l'oppression de l'État sioniste, mais à partir de la concrétisation de cette évidence, nous avons commencé à organiser des actions directes contre la construction du mur dans d'autres villages, lorsque les forces militaires nous ont interdit l'accès à Mas'ha et nous avons essayé de continuer à boycotter le mur. En décembre 2003, un anarchiste s'est fait tirer dans les jambes, il est mort à son arrivée à l'hôpital. De ce jour, nous sommes devenus plus visibles, les Israéliens ont commencé à comprendre la réalité du terme anarchiste et les Palestiniens à reconnaître nos actions en Palestine. La révolte s'est radicalisée quand le mur atteignait leurs maisons, à Budrus (pourtant symbole de l'opposition non violente), nous avons résisté ensemble durant une année contre sa construction. Nous y allions au moins une fois par semaine, et tous les jours des gens étaient visés par les gardes et tués. Ainsi, à ce jour on compte six ou sept Palestiniens tués par l'armée israélienne durant des manifestations non violentes. Naturellement, ces crimes étaient perpétrés en l'absence de témoins israéliens et nous, nous servions aux camarades palestiniens de boucliers humains, ce qui obligeait les soldats à se montrer moins radicaux: ils considéraient, certainement, que nous avions « un sang plus digne »!

A. S.: Les médias ont-ils traité différemment la mort d'un Israélien « contre le mur » et celle des Palestiniens?

Yossi: Jamais nous n'aurions pu imaginer qu'un Israélien serait la cible d'un autre, mais ce fut pourtant le cas. À partir de ce jour, j'ai compris que mon véritable ennemi était l'État et son armée, qui tire à balles réelles. Le public et la presse ont été embarrassés par l'affaire, disons... au moins deux jours, parce qu'il s'agissait d'une victime juive. Avant, les gens trouvaient normal que nous soyons punis, mais là, il s'agissait de mort. Et puis, une fois l'émotion passée, les médias ont commencé à nous considérer comme des hooligans. Ils nous ont traités d'irresponsables et nous ont affiliés à des terroristes. Aujourd'hui, la répression s'étend d'ailleurs sur toute la gauche israélienne. Tali Fahima en est le meilleur exemple: elle n'a jamais été anarchiste, mais elle est en prison pour les mêmes raisons que nous pourrions y être: contact avec un terroriste, viol de zone militaire, etc.



A. S.: Des groupes comme Gush Shalon, Ta Ayusch et Peace Now œuvrent pour la paix et la fin de l'occupation des territoires palestiniens, quelles sont les points divergents avec les groupes anarchistes?

Yossi: Beaucoup de ces groupes sont proches de nous. Ta Ayush a des méthodes de luttes différentes des nôtres, mais nous travaillons ensemble. Nous avons en commun la même méfiance vis-à-vis de l'Autorité palestinienne, qui représente une autre forme d'oppression, alors que le mouvement pour la paix Gush Shalom la supporte. Autre différence: nous ne prévenons jamais la police de nos actions. Les autres groupes d'activistes israéliens nous reprochent d'aller d'un village palestinien à l'autre, notre inorganisation et notre côté « casse-cou ». Évidemment, nous ne nous battons pas pour un « État » palestinien. D'ailleurs, les Palestiniens ont à se battre contre l'oppression de l'État israélien, mais également contre l'oppression moins visible, pour certains, de l'État palestinien. Sur ce sujet, les communistes et socialistes ont un peu déplacé le problème en parlant d'un État unique Israélo-palestinien, ce qui est déjà plus proche de nos conceptions. En premier lieu, nous revendiquons des droits pour les Palestiniens vivant en Israël; si ces derniers désirent un État commun, nous les soutiendrons et s'ils désirent leur propre territoire, nous les soutiendrons également, nous n'avons pas à intervenir sur ce point.

A. S.: Des anarchistes protestent avec le Hamas, le Fatah et d'autres fractions de la lutte palestinienne. Espérez-vous, en tant qu'anarchistes, influencer les Palestiniens sur leur choix de société?

Yossi: Il faut bien comprendre qu'il n'est pas question pour nous « d'éduquer » les Palestiniens. Nous sommes avant tout leurs « occupants » et nous n'avons pas à leur dicter ce qu'ils ont à faire! En revanche, nous essayons de faire passer des messages sur l'émancipation des femmes et dans les villages palestiniens où nous passons, les femmes de notre mouvement essaient de convaincre ces dernières d'agir contre l'occupation. Mais, il me semble qu'en tant qu'occupants nous n'avons pas à « prêcher » une vérité!

A. S.: Au niveau personnel, comment vivez-vous le fait d'être anarchiste, juif et vivant dans un État juif?

Yossi: Être juif au sein de la diaspora c'est ressentir son identité juive, alors qu'en Israël, bizarrement ce n'est pas le cas: ce n'est pas primordial d'être juif en Israël, nous disons « fuck » à ce concept, il ressemble à celui d'être chrétien aux États-Unis. Demande-t-on aux anarchistes de là-bas s'ils se sentent chrétiens dans leur vie quotidienne? Non. Il y a des athées, des antireligieux et, en général, des

non-croyants. Mon sentiment ici, c'est d'avoir des liens avec le judaïsme, même si je suis athée, bien sûr, mais l'hébraïsme et le judaïsme font partie intégrante de ma culture. J'ai donc une « juivitude » au fond de moi, mais, je suppose, tout comme un Canadien doit quelque part se sentir « canadien » au fond de lui. Naturellement, je ne me sens pas du tout juif, dans le sens religieux et je me fiche de me marier avec une femme juive ou goy. Je n'ai aucun problème avec l'assimilation. Ma culture est hébraïque et israélienne et n'a rien à voir du tout avec la religion.

A. S.: Peux-tu nous éclairer sur la relation entre la lutte des Palestiniens, du groupe Black Laundry et du mouvement anarchiste?

Yossi: Le Black Laundry s'est formé durant la seconde Intifada, comme beaucoup d'autres mouvements ici, juste avant la Gaypride à Tel-Aviv. À la Pride, des garçons dénudés dansaient sur des chars avec leurs associations, en essayant de vendre leur camelote, une foire capitaliste. Nous, nous avons débarqué avec comme slogan « pas de Pride tant qu'il y aura occupation », expliquant qu'aucune libération ne serait possible pour l'individu, tant que nos voisins palestiniens seraient occupés. Notre communauté queer revendique l'arrêt de l'oppression sur nos groupes, mais passe obligatoirement par l'arrêt de l'oppression sur les autres peuples. Nous croyons en la convergence des luttes: la libération des Territoires palestiniens, le droit des queers, la liberté sexuelle, le libre choix de sa vie, le respect des animaux et l'arrêt de l'oppression capitaliste. En dehors de l'action militante, nous avons créé un spectacle qui explique cette convergence. En effet, nous pensons qu'être riche et gay dans un quartier privilégié de Tel-Aviv n'est pas une libération en soi, car elle n'affranchit pas des autres oppressions. Mais, pour en revenir au Black Laundry, ils n'ont jamais tenté d'actions en Palestine, sauf à Mas'ha, où les contacts sont bons avec les Palestiniennes du village. Il convient de rappeler qu'être queer en Palestine n'est culturellement pas imaginable, mais est-ce à nous de les faire changer de mentalité? D'ailleurs, pour ce qui concerne l'autre côté du mur, en Israël, ce n'est guère mieux et ce sont surtout les couples queers mixtes Palestiniens/Israéliens qui sont les principales cibles de l'oppression. Si le Shin Beit[1] rafle deux Palestiniens en train de se draguer dans un parc, ils leur font un chantage à la dénonciation à leur famille s'ils refusent de collaborer. Beaucoup d'entre eux sont illégaux en Israël, n'ont pas le statut de réfugié et quand ils se font rafler, on les renvoie dans leur village. Ici, les couples queer mixtes Israéliens/Palestiniens ne sont pas autorisés à vivre ensemble. Mais, les queers juifs sont également persécutés en Israël, il n'y a pas d'un côté la face sombre en Palestine, opposée à une Israël ouverte et libre à ce sujet.

A. S.: Pourtant, on dit à l'étranger qu'Israël est plutôt ouverte sur la culture queer?

Yossi: C'est faux, il n'y a que le quartier du centre de Tel-Aviv qui est tolérant, mais surtout avec les personnes qui consomment et font partie du système! Par exemple, ces endroits sont moins tolérants avec les queers issus de familles juives orientales pauvres ou les Palestiniens. Il s'agit, en fait, d'une façade, mais la réalité est tout autre. Je pense que c'est exactement pareil aux États-Unis: on ne peut pas qualifier ce pays de « gayfriendly », sauf peut-être, San Francisco ou le Village, mais sûrement pas ailleurs.

1. Services secrets israéliens.

Des représentants du collectif « Anarchists Against the Wall » seront en tournée du 15 septembre au 3 octobre. Pour affronter la répression grandissante dont ses militants sont victimes, la tournée a pour but de récolter des fonds pour les dépenses juridiques du collectif. Il y a aujourd'hui plus de quarante procès en cours en Israël pour des charges telles qu'émeute, blocage de rue, rassemblement non autorisé et injure envers un officier de police, sans oublier les charges d'avocat qui ne cessent d'augmenter…

Où rencontrer le collectif:
Du 15 au 17 septembre à Paris, stand à la Fête de l'Humanité (Parc de la Courneuve)

Le 18 septembre à Orléans, au Chiendent (259, rue Bourgogne), heure à déterminer, organisé par le groupe Gaston-Couté de la FA et le Collectif libertaire du Loiret.

Du 20 au 23 septembre en Allemagne

Du 23 au 30 septembre en Grande-Bretagne

D'autres dates sont encore à prévoir. Consulter l'agenda du Monde libertaire la semaine prochaine.
Si vous n'avez pas l'occasion de rencontrer les Anarchistes contre le mur lors de leur tournée, vous pouvez faire un don sur leur site internet www.awalls.org (paiement via PayPal ou carte bleue). Les chèques de plus de 100€ sont à mettre à l'ordre de « Kobi Snitz » et à envoyer à:
Kobi Snitz
17 Magen Avraham
Apt. 5
Tel-Aviv-Yaffa
68133
Israël
Pour les dons de moins de 100€, merci de contacter Kobi Snitz par courriel: ksnitz@gmail.com

Romano Prodi : un homme qu

Certains militants anti-impérialistes et antisionistes s'étonnent en France effectifs — le contingent transalpin destiné à renforcer la FINUL au sud d d'interposition internationale » au Liban. Et s'indignent de sa collusion d d'obtenir par la ruse diplomatique ce qu'il n'a pu atteindre par la force d politique de l'actuel président du conseil italien éclaire pourtant pleinem autres, qu'ils soient économique ou idéologique, Romano Prodi n'a cessé

Jean-Pierre Garnier

M. Romano Prodi et autres ultra-libéraux ont placé la concurrence libre au-dessus du progrès social laissant la porte ouverte au dumping social et fiscal.

POUR METTRE FIN AU RÈGNE de Berlusconi, la gauche antilibérale italienne n'avait rien trouvé de mieux que plébisciter l'ancien président de la Commission européenne, acceptant de lui confier la mission de mener l'opposition aux élections législatives des 9 et 10 avril 2006. Or, il ne serait pas exagéré de classer Romano Prodi parmi les principaux des fossoyeurs de l'Europe sociale, si celle-ci n'était pas déjà mort-née. Il fut le plus haut responsable de la stratégie de Lisbonne adoptée en 2000 pour une durée de dix ans. Cette stratégie a accentué le caractère néolibéral de l'Union européenne et a soumis aux « lois » du marché les politiques sociales (enseignement, retraites, etc.) et environnementales. Aussi est-il logique que le leader de la gauche italienne ait déposé et soutenu le projet de « directive des services », dite Bolkestein, du nom du très libéral ancien commissaire européen néerlandais, qui avait élaboré ce texte.

En 2003, lorsque M. Prodi officiait à la tête de la Commission européenne, il avait levé le moratoire sur les OGM autorisant ainsi la commercialisation et la culture des plantes transgéniques. Il avait également qualifié de « très remarquable » le projet de « réforme » de l'assurance-maladie du gouvernement français, un projet qui, comme chacun a pu s'en apercevoir depuis, aggravait considérablement les inégalités en matière d'accès aux soins.

Il fut l'un des initiateurs du traité constitutionnel européen dont le but était de graver dans le marbre les politiques ultralibérales. M. Romano Prodi et autres ultralibéraux ont placé la concurrence libre au-dessus du progrès social, laissant la porte ouverte au dumping social et fiscal. Ils ont planifié une guerre économique permanente sans fin mettant les citoyens européens en état d'alerte continu. Ils ont voulu faire de l'Europe une jungle où le monopole de la violence (économique ou autre) n'appartient et ne peut appartenir qu'au plus fort. Le « livre blanc » de la Commission européenne sur la « gouvernance » que ce chantre de l'ultralibéralisme avait présenté en 2001 est un outil idéologique pour une politique de l'État minimum, un État où l'administration publique a pour mission non plus de servir, en principe, l'ensemble de la société, mais de fournir des biens et des services à des intérêts sectoriels et à des clients-consommateurs, au risque d'aggraver les inégalités entre les citoyens et entre les régions du pays.

En catholique convaincu, le leader de la gauche laïque pense que les religions doivent jouer un rôle important dans le développement de l'UE. Il avait créé le GOPA (Group of policy advisers to the president), un organisme spécialement chargé des questions religieuses et dont la plupart des membres sont des catholiques pratiquants.

Dans une lettre adressé à *La Repubblica*, Romano Prodi regrettait l'absence de références aux racines chrétiennes dans la nouvelle Constitution européenne, rejoignant ainsi les positions des papes Jean Paul II et Benoît XVI. Morceaux choisis: « La demande commune à toutes les Églises d'une reconnaissance explicite dans le préambule de la Constitution du rôle historique du christianisme n'a pas été acceptée. Je pense que cet aspect représente vraiment un maillon manquant » « Aujourd'hui, l'Union européenne voit à ses

ui a de la suite dans les idées

du zèle montré par le gouvernement « de gauche » italien à gonfler les Liban est effectivement le plus fourni — de la prétendue « force fait avec les stratèges de l'État hébreu pour permettre à celui-ci s armes: annihiler la résistance à l'oppression coloniale. Le passé nt le sens son action présente. Car, sur le front militaire, comme sur les de faire montre d'une continuité remarquable.

frontières orientales la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie et la Turquie au sud-est; avec l'entrée de Chypre et de Malte, l'UE est en contact direct avec le Proche-Orient. Avec cette nouvelle géographie, l'Europe a une nouvelle responsabilité internationale en ce qui concerne le droit, la justice, la paix, mais celle-ci ne pourra être exercée que si la question de son identité est résolue [en reconnaissant ses racines chrétiennes. Ndr] » « Les religions présentes historiquement en Europe, en particulier le christianisme (peuvent apporter une contribution essentielle en tant que facteurs d'intégration et de fraternité, éléments culturels qui dépassent et transcendent la signification ethnique des patries et contribuer ainsi à une nouvelle saison de l'européisme et à la vocation universelle de l'Europe. »[...]« L'Europe nouvelle porte en elle les valeurs qui ont fécondé pendant deux millénaires un art de penser et de vivre dont le monde entier a été bénéficiaire. Le christianisme occupe un poste privilégié parmi ces valeurs. » N'en jetons plus: le bénitier est plein à ras bord.

La gauche italienne semble avoir oublié que M. Romano Prodi:

– a appartenu au réseau stay-behind, un réseau mis en place par les Américains après la Seconde Guerre mondiale pour lutter contre l'influence communiste ;

– a été membre du comité de direction de groupe Bilderberg, l'architecte de la mondialisation libérale « Quelque chose doit remplacer les gouvernements et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire », avait déclaré David Rockefeller, fondateur de cet aréopage de l'élite capitaliste déjà « globalisée »;

– était d'accord pour livrer à la CIA des informations confidentielles sur les citoyens européens se rendant aux États-Unis;

– s'est félicité du coup d'État militaire en 2002 contre le président Hugo Chavez, un président élu démocratiquement et dont le gouvernement a lancé toute une série de réformes sociales pour que le Venezuela devient un pays plus juste et moins inégalitaire;

– s'est montré ambigu sur les décisions à prendre pour contrer l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir en Autriche et a refusé de rompre les relations de la Commission européenne avec ce pays,

– n'avait jamais manqué une occasion de promouvoir la langue anglaise et de l'imposer comme langue unique de négociation pour l'élargissement européen. À tel point qu'il fut lauréat du « prix de la carpette anglaise » décerné en 2002 pour récompenser la personnalité la plus soumise à l'hégémonie anglo-saxonne.

Et la liste pourrait en encore s'allonger...

Que pensent qu'aujourd'hui les citoyens de la gauche italienne, membres ou non d'un parti, d'un syndicat ou d'une association, et qui comme nous se battent pour mettre en échec l'issue néolibérale que Romano Prodi et ses acolytes nous prédisent comme inéluctable. Se sentent-ils trahis? Bref, fallait-il absolument que les Italiens de gauche aient eu à choisir entre la peste Berlusconi et le choléra Prodi? Il est vrai que les antifascistes d'opérette français avaient bien voté Chirac pour, disaient-ils, éviter Le Pen! Et qu'ils s'apprêtent maintenant à voter Ségo pour contrer Sarko!

Lors d'un sondage réalisé en 2005, 59 % des citoyens européens avaient placé Israël en tête des pays menaçant la paix. En tant que président de la Commission européenne, Romano Prodi les avait vigoureusement condamnés. Ces chiffres, affirmait-il « montrent l'existence continue d'un préjugé qui doit être condamné » et, « dans la mesure où cela pourrait indiquer un préjugé plus profond et plus général à l'égard du monde juif, notre dégoût est encore plus radical ». Beaucoup plus radical, apparemment, que celui qu'auraient pu susciter chez le vénérable « Professore » Prodi les centaines de corps démembrés, carbonisés, amputés ou ensanglantés de civils de tous âges tombés sous les coups de Tsahal, si les médias italiens, aussi timorés que les nôtres, ne lui avaient pas épargné ce pénible spectacle. **J-P. G.**

SNCF collabo ?

Quand l'absolution dans le passé est l'aveu du présent

Stuart Mill a dit que la dictature rendait les hommes cyniques. Il ne se doutait pas qu'il y aurait des républiques pour les rendre muets. (Lu Xun)

Dr Martius

6 JUIN 2006: Le tribunal administratif de Toulouse a condamné la SNCF à 20 000 euros et l'État à 40 000 euros, au profit de la famille Lipietz, pour avoir organisé le transport de leurs parents juifs arrêtés par les Allemands en 1944. La SNCF a fait appel, mais la brèche est ouverte et trois nouvelles requêtes ont été portées devant les tribunaux d'Amiens en juin, d'Orléans et de Marseille en juillet; sans compter des centaines de demandes d'indemnisation par courrier.

Une Histoire pour le présent

Depuis l'action aux États-Unis qui a fini par échouer récemment pour une question de compétence du tribunal selon le droit international américain, le rôle de la SNCF vis-à-vis de l'administration allemande (et française!) est devenu un enjeu d'histoire. Les protagonistes étant à peu près neutralisés après cinquante ans, on est plus à l'aise pour distribuer les rôles stéréotypés de bons et de méchants.

Les taxidermistes du passé doivent en l'occurrence sauver des icônes parfois contradictoires. Ne pas ruiner la valeur suprême de l'État dans la dénonciation du régime de Vichy: c'était bon pour légitimer à l'époque un certain De Gaulle, alors simple général factieux, mais les puissants d'aujourd'hui ont besoin du principe de la légitimité interne du système démocratique pour justifier toutes les évolutions totalitaires qu'ils font bénir d'urne en urne. Il faut par ailleurs fixer pour le prolo, l'image d'un Parti communiste aux milliers de martyrs. Enfin, les tenants d'une certaine histoire juive ont besoin d'un flot régulier de tris entre les « Justes » et les autres, dont se servent ensuite toutes sortes de lobbies pour conforter leurs propres idéologies; au premier chef l'État d'Israël qui doit mobiliser tous les moyens pour maintenir son asservissement des populations du Proche-Orient, à commencer par sa propre population. Dans ce contexte concurrentiel médiatisé entre embaumeurs, la SNCF a donc vivement défendu son argumentaire[1].

Il n'est pas question ici de se jeter dans la mêlée et de trancher le débat. D'une part, en effet, c'est un travail d'historien et tous ne sont pas encore sous influence; on peut donc trouver des travaux intéressants sur l'époque et ses protagonistes. D'autre part, la question de la responsabilité de la SNCF, entité abstraite, est peu intéressante. C'est un dérivatif habile pour éviter l'examen de l'attitude des personnes, dans leur vie ou leur métier, qui fait que les choses sont ou ne sont pas. Lorsque la SNCF plaide sa cause, elle ne manque d'ailleurs pas de convoquer les actes de solidarité ou de résistance des cheminots, donc des personnes; alors que lorsqu'elle fait acte de contrition pour l'intégration de son outil industriel dans l'économie de guerre, c'est l'entité abstraite qui tient le rôle, et non ses dirigeants par exemple[2].

Enfin et surtout, l'histoire est intéressante pour agir dans le présent. C'est sur ce plan que l'on se placera, en montrant que toute à son exigence d'être embaumée du bon côté de l'histoire officielle, la SNCF décrit une cartographie du pouvoir (entre autorité et autonomie, liberté et contrainte...) qui induit pour elle: « pas collabo ». Or cette même cartographie, appliquée à la réalité actuelle, conduit à une conclusion moins amène!

Une cartographie du pouvoir

L'argumentaire de la SNCF repose sur l'enchaînement suivant. Il est un fait que les chemins de fer ont servi l'économie du pays, c'est-à-dire l'Allemagne nazie en zone occupée, et l'État vichyste collaborationniste en zone dite libre. Mais précisément, de l'approvisionnement civil à la logistique de guerre, des prisonniers aux STO, des troupes aux déportations des sous-hommes (Juifs, Tziganes et autres « dégénérés »: homosexuels, sourds...), le transport ferroviaire représentait un outil trop essentiel pour ne pas être sous le contrôle très étroit des administrations allemande et vichyste. De telle sorte que la SNCF n'a jamais été un acteur autonome et volontaire, et qu'elle était entièrement sous la menace et la contrainte. Elle était donc « irresponsable », comme le déséquilibré psychiatrique hors de la maîtrise de lui-même ne peut être déclaré pénalement coupable.

Dr Martius milite au groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste et au collectif RATP (Réseau pour l'abolition du transports payants).

Ainsi, non seulement la SNCF n'est pas allée, de sa propre volonté, au-delà de ce que la contrainte extérieure a exigé, mais encore les cheminots ont-ils, plus qu'à leur tour, exercé leur autonomie individuelle à des actions de solidarité ou de résistance; avec la répression souvent meurtrière qui s'ensuivait pour eux-mêmes ou leur entourage.

Tout ceci n'est certes pas à nier. On relèvera juste que dans sa logique inévitablement officielle, la SNCF finit son argumentaire en disant qu'elle est la seule entreprise française à avoir reçu la Légion d'honneur. Ah! La preuve par la médaille! Au moins cet argument aura-t-il le soutien d'un autre célèbre médaillé: Maurice Papon...

Des juifs aux sans-papiers

On ne niera pas le caractère extraordinaire de l'extermination des Juifs par la machine totalitaire nazie et ses zélateurs, ni les particularités du terreau de l'antisémitisme sur lequel une telle entreprise a pu prospérer. Mais l'on prendra ses distances vis-à-vis de ceux qui voudraient réserver l'exclusivité de l'horreur aux Juifs, souvent d'ailleurs dans une vision religieuse, comme manifestation du caractère de peuple élu (d'où un terme comme Holocauste, qui relève du sacrifice aux dieux).

Sans chercher le parallèle terme à terme, on notera donc des similitudes entre Juifs en Europe jusqu'au second conflit mondial, et « immigrés » depuis la fin de ce conflit; tout particulièrement dans le rôle qui leur est assigné dans les discours des puissants et de leurs hommes liges, et tout particulièrement pour ceux qui ne sont pas marqués au sceau de l'État: les « sans-papiers » [3].

Avec pour seule identité les stéréotypes construits majoritairement sur le terreau du colonialisme, ils sont présentés comme une masse indéfinie – donc sournoise et inquiétante – qui pose un problème économique, social, culturel et moral, qui minerait nos sociétés de l'intérieur en lien avec des menaces extérieures. Sur ces bases, ils sont niés dans leur individualité et leur humanité. Ils subissent les vexations régulières de l'Administration qui les place devant des exigences inconciliables qui emportent pertes de droits, exclusion, etc. Ils sont soumis à des sanctions spécifiques (l'interdiction de territoire et la révoltante absurdité de la double peine), ou bien systématiquement plus sévères, à infraction équivalente (cf. une récente étude de la Cimade). Maintenus administrativement, socialement ou humainement à l'extérieur de la normalité (ils restent « étrangers »), et en même temps sommés de manifester une « intégration » dont on leur refuse les moyens, ils sont finalement tenus responsables de leur réclusion et punis pour cela.

Enfermés dans leur étrangeté, ils sont laissés à la merci des exploiteurs de toutes sortes, et, dans leur rôle de bouc émissaire, ils permettent de tester la résistance des populations autochtones à l'arbitraire, l'injustice, l'ignominie et l'inhumanité de régimes animés par l'esprit du totalitarisme, fût-il démocratique.

Les méthodes des polices et milices à leur égard sont, elles, tristement identiques à 50 ans d'intervalle. Même monstruosité, notamment vis-à-vis des enfants. Même brutalité défouloir lors des arrestations. Même caractère systémique: véritables rafles où l'on boucle un immeuble, une rue ou un secteur et où l'on opère minutieusement une battue, avec un imaginaire et des attitudes de chasse au nuisible. Même ignominie des centres de rétention. Même violence des extraditions. Même indifférence pour le sort qui les attend dans « leur » pays.

Et la SNCF dans tout cela ?

Progrès oblige, la logistique est aujourd'hui assurée surtout par les compagnies aériennes (encore qu'il ne soit pas exclu que des Roumains, Albanais, Serbes ou Macédoniens soient reconduits en train; nous le saurons dans 50 ans, quand la SNCF ouvrira ses

archives...). En revanche, la SNCF a clairement été à l'initiative du renforcement de l'arsenal répressif dans les transports en commun. C'est de leur propre volonté et dans l'autonomie de leur gestion que les dirigeants de la SNCF ont imposé une vision de la « fraude » nécessitant une pénalisation accrue et des moyens policiers multipliés: port d'arme pour les vigiles SNCF (la « Surveillance générale » ou « Suge ») dès 1999, délit de fraude habituelle (jusqu'à 7 500 euros d'amende et 6 mois de prison ferme) appuyé par l'injonction de descente du train, depuis 2001, développement exponentiel de la vidéosurveillance, rôle leader dans les outils billétiques (cartes à puces et leurs appareils de contrôle), etc.

Il aura fallu pour cela un lobbying acharné pour obtenir les nouveaux textes. Ce n'est d'ailleurs qu'au « bénéfice » de la loi liberticide post-11 septembre (Loi Sécurité quotidienne de novembre 2001, sous la gauche plurielle!) que la SNCF a réussi à placer son délit de fraude habituelle, refusé auparavant par les parlementaires. Il aura fallu également des investissements lourds sur fonds propres pour la billétique et ses outils de contrôle. Il aura fallu enfin le choix délibéré et autonome de campagnes de communication, externes et internes, sur la « fraude », pour imposer ce virage idéologique. La machine de l'État, séduite par ce zèle, n'a pris le relais qu'après, en étendant ces mesures à tous les transports et en les renforçant (Loi sécurité intérieure de mars 2003, sous le ministère de l'immigré Sarkozy!)

C'est encore la SNCF qui, de manière autonome, met régulièrement en œuvre des contrôles avec une collaboration bien comprise entre contrôleurs, vigiles de la Suge et agents de la police nationale. Elle toujours qui, en interne, suit de près le respect par son personnel de cette politique, les contrôleurs ayant de moins en moins de marge de manœuvre.

La SNCF objecterait certainement que ces mesures ne sont pas dirigées contre les immigrés, avec ou sans papiers. Mais qui utilise les transports en commun et reste sensible aux situations de pauvreté, sait bien que l'on retrouve parmi les sans-tickets une part importante de ces personnes. Et qui milite dans l'antisécuritaire sait bien que les transports sont un lieu privilégié du contrôle de la population et que la prétendue lutte contre la fraude en est un des prétextes.

Force est donc de constater que sur la carte du pouvoir dressée aujourd'hui, les dirigeants de la SNCF ont clairement, et de leur propre initiative, choisi d'établir le camp de l'entreprise nationale sur les terres du Tyran, en devançant même ses désirs.

Agir, désobéir!

Suite à l'inauguration en juin dernier, au Mémorial de la Shoah à Paris, du « Mur des Justes » (2 693 Français qui « par leur révolte, leur bravoure ou leur humanité » ont protégé ou sauvé des Juifs pendant la guerre), on a pu voir durant tout l'été sur les panneaux publicitaires des gares et stations de métro, notamment, les affiches d'une exposition sur ce thème. Le titre, en forme de slogan, est: « Quand désobéir devient un devoir ».

Libérée des geôles de l'histoire (le texte n'est-il pas au présent?), et bien qu'issue d'un organisme tout ce qu'il y a d'officiel, voici une instruction que nous respectons et respecterons à la lettre, vis-à-vis du sort réservé aux « immigrés » avec ou sans papiers.

En matière de transports, des axes possibles de lutte et de désobéissance civile sont ceux développés par le collectif francilien Réseau pour l'abolition des transports payants (RATP) depuis plusieurs années, en lien avec divers collectifs dans le champ de l'antisécuritaire[4]. **Dr M.**

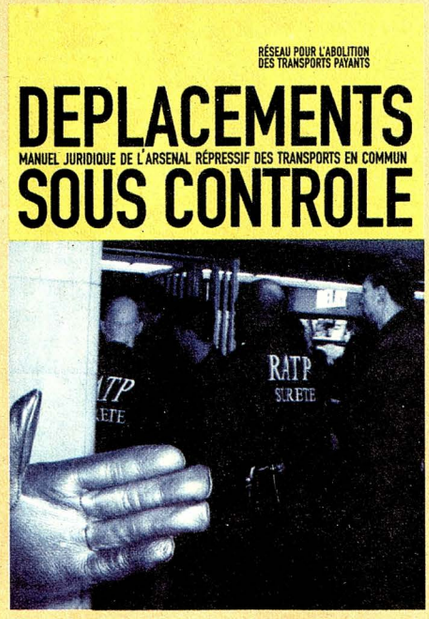
---

1. Voir la tribune offerte par *le Figaro* du 12 juin 2006 à Louis Gallois, alors président de la SNCF.

2. Le site de l'AHICF (Association pour l'histoire des chemins de fer en France) qui a mis en ligne le rapport Bachelier de 1996 est à cet égard intéressant, notamment la partie IV consacrée au tournant de 1942: http://www.ahicf.com

3. J'utilise les termes courants dans leur imprécision car ils soulignent les représentations sociales, mais pour un rappel précis des notions d'étrangers, d'immigrés, de sans-papiers, etc., voir notamment la brochure de l'Union Syndicale *Solidaires* « Immigration, une politique cynique au service du patronat » (janvier 2006).

4. Sur la lutte pour les transports gratuits, voir le site du collectif: http://ratp.samizdat.net



Les brochures *Déplacements sous contrôle* (66 pages, 1,50 euro) et *Zéro euro zéro fraude transports gratuits pour toutes et tous* (48 pages, 3 euros) du collectif RATP sont disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

La tragédie de l'Espagne

Hugues Lenoir

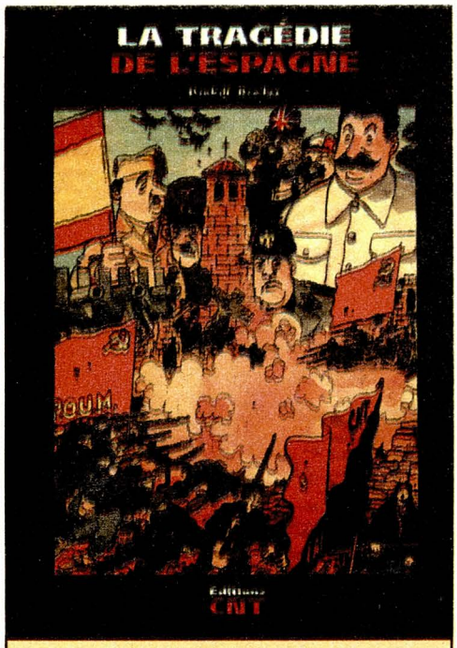
Après quelques beaux et très instructifs ouvrages sur la Révolution sociale espagnole de 1936-1939 édités dernièrement, *les Fils de la nuit*, de Antoine Gimenez, *Espagne 36, les affiches des combattants de la liberté* et la superbe réédition augmentée de *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir* (1969) de Cesar M. Lorenzo sous le titre *Le mouvement anarchiste en Espagne, pouvoir et révolution sociale*[1] pour ne citer que les principaux, les Éditions de la CNT-RP nous livre une série de textes que Rudolf Rocker écrivit dans la première année qui a suivi le coup de force des généraux factieux, la brochure fut terminée en juillet 1937 à New York.

Avant de rentrer dans cet ouvrage rappelons que Rudolf Rocker fut un militant anarcho-syndicaliste, membre du Secrétariat de l'AIT et qu'à ce titre les analyses qu'il propose dans La tragédie de l'Espagne sont particulièrement fondées et intéressantes. La brochure a de plus une vocation pédagogique: faire comprendre aux lecteurs non avertis d'alors, en premier lieu aux USA, tous les enjeux de la guerre civile y compris les moins évidents. Elle nous permet aujourd'hui de nous remettre en mémoire des enjeux « géostratégiques » souvent oubliés, voire occultés par une vision simplifiée et simplificatrice de la situation espagnole en 1936 réduisant l'Histoire et les événements à une épopée glorieuse opposant les anarchistes d'abord aux fascistes puis aux staliniens. Soulignons, par ailleurs, un bel appareil de notes réalisé par Miguel Chueca qui permet de lecteur contemporain de se retrouver dans ce labyrinthe espagnol en lui précisant l'origine et le rôle de certains acteurs, la fonction de certaines structures ou institutions, la nature des certains événements... Il est évident que sans ces notes, qui sont autant de clés de lecture, le texte de Rocker perdrait de sa force et de sa clarté.

Cette petite brochure de 117 pages est une suite de courts textes didactiques. Je n'en n'évoquerai que quelques-uns dans cette note de lecture. Le premier intitulé *Le rôle des capitaux étrangers* et le deuxième *Le rôle de l'Allemagne et de l'Italie* sont particulièrement éclairants sur les raisons de la non-intervention (trahison!) de la France et de la Grande-Bretagne. Au-delà du cache-sexe de la résistance des démocraties parlementaires au fascisme, se révèle les vrais enjeux: préserver les capitaux anglais et français et surtout les matières premières, nécessaires à l'industrie de guerre et au réarmement britannique et secondairement français, présentes en Espagne et convoitées, dans les mêmes intentions bellicistes, par les Italiens et les Allemands.

Du même coup, la question du soutien ou non au Front populaire espagnol se pose autrement. Où le risque est-il le plus grand? Du côté des généraux factieux avec lesquels on pourra toujours tenter de négocier ultérieurement, même si on les sait proches de Hitler et Mussolini ou du côté de la République où la force du mouvement social révolutionnaire, en particulier de la CNT-FAI, n'est plus à démontrer mais à craindre. Le choix entre des généraux sabreurs et la révolution sociale fut vite fait. Les « démocraties » gardiennes d'intérêts supérieurs mirent, avec des nuances, le drapeau humaniste dans leur poche.

Toujours dans cette veine explicative, Rocker dans le texte: *Le rôle de l'Angleterre et de la France* souligne l'importance géostratégique de l'Espagne dans l'espace méditerranéen en cas de conflit: réduction de l'importance militaire de Gibraltar et gêne pour les britanniques dans leur politique au Proche Orient, communications difficiles avec « ses » colonies africaines pour la France, rêve revivifié de domination sur la *mare nostrum* par l'Italie du Duce... Autant d'analyses aujourd'hui trop souvent ignorées de ce qui se jouait alors autour et dans la péninsule ibérique et que la texte de Rocker nous remet à l'esprit.



Rocker R., La tragédie de l'Espagne, Paris, Éditions CNT-RP, 2006, 12 euros. Merci à Tardi pour sa très réussie illustration de couverture.

Quant à l'URSS, selon l'auteur, elle sert implicitement les intérêts franco-britanniques — alliance oblige — sous couvert de radicalisme et œuvre en sous main contre une révolution sociale qu'elle ne contrôle pas et ne veut surtout pas. Ainsi, la principale activité des sbires staliniens, au-delà d'organiser l'infiltration d'éléments réactionnaires au sein l'UGT[2], est de briser le front antifasciste à l'aide de ses bras armés le PCE et le PSUC et en particulier l'alliance fraternelle des militants UGT (authentiques) et CNT. Les dirigeants de Moscou et leurs hommes liges espagnols ne faisaient d'ailleurs pas un secret de vouloir l'épuration de la CNT et corrélativement du POUM[3] au point d'exporter et de réinventer la sinistre tcheka et ses pratiques d'exécution sommaire contre les militants. Sur ce point et c'est le seul, Rocker émet une légère critique à l'égard de la conduite des affaires par les responsables de la CNT-FAI, le fait d'être trop naïfs quant à la nature réelle des projets et des activités des moscoutaires... Provocations staliniennes qui culminent en mai 1937 par une tentative de reprise du central téléphonique de Barcelone, symbole de la révolution syndicaliste, par les sbires du PSUC associés aux séparatistes catalans. C'est lors de ces événements tragiques qui firent plus de 500 morts dans les combats de rue que de nombreux militants, dont les italiens Berneri et Barbieri, furent exécutés dans les prisons secrètes des tueurs à la solde de Moscou. La brochure prend fin sur un bref texte prémonitoire où Rocker affirme que l'Espagne n'est que le laboratoire des puissants et que bientôt c'est toute l'Europe qui subira le fascisme ou le stalinisme. Il n'était que clairvoyant: bombardement de civils de Guernica à Hambourg, déportation et extermination de masse de Varsovie à Leningrad et dictatures partout...

Un grand texte dans une petite brochure qui remet heureusement quelques pendules à l'heure tant en ce qui concerne la trahison des démocratie au service du Capital, que la réalité du socialisme d'État et de sa dictature que de son symétrique morbide qu'est le fascisme. Hélas, la tragédie ne fut pas qu'espagnole, elle fut mondiale. À lire et à méditer. **H. L.**

1.Tous ces ouvrages sont disponibles à Publico.

2.UGT: syndicat socialiste, PSUC: parti stalinien de Catalogne

3.POUM: parti marxiste-léniniste non stalinien.

Ballon sanglant

VOILÀ UN ROMAN qui réconciliera amoureux et détracteurs du ballon rond, car il traite d'un problème de fond, celui des magouilles, tricheries et autres turpitudes qui polluent le monde du foot. À la suite de la disparition d'un joueur africain en partance pour le Japon, deux enquêtes parallèles vont être lancées. La première part du Nigeria, et est confiée à mademoiselle Diop, une jeune et fougueuse détective sénégalaise. L'autre débute au Japon et l'enquêteur est monsieur Kishimoto, un flic à la retraite qui a du mal avec la modernité galopante. Patiemment, les deux vont tenter de dérouler les fils complexes et tordus de cette affaire jonchée de cadavres qui les fait remonter jusqu'à Paris.

Cette double hélice narrative est très bien construite et fonctionne à merveille. Nous passons du chaos misérable et clinquant de l'Afrique, avec sa violence inouïe et ses trahisons à répétition à un Japon corrompu et feutré, où la présence de plus en plus importante de la mafia russe vient changer la donne.

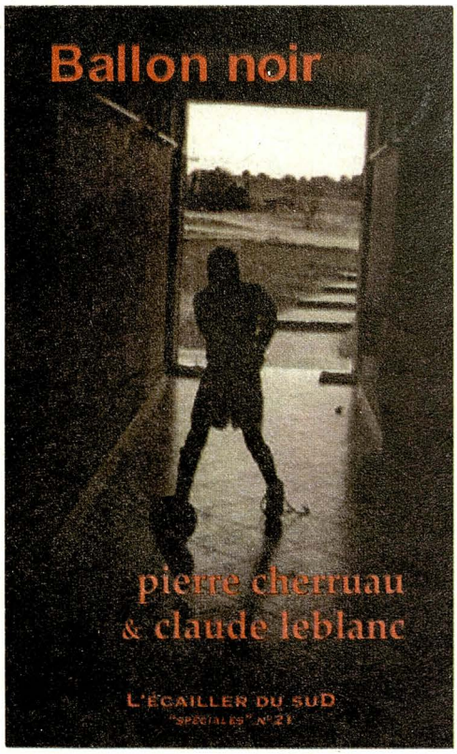
Par son refus du manichéisme et sa dénonciation générale des trafics et des magouilles liées à un jeu aux dimensions internationales, Cherruau et Leblanc ont écrit un manifeste à l'envers sur le rôle et le destin de ce sport de plus en plus populaire et pourri.

Surprenant jusqu'à la fin, *Ballon noir* est un roman qui ne laisse pas indifférent et qui touchera forcément la fibre libertaire, qui se bat pour un sport à visage humain qui respecte la dignité de ses participants et de ses supporters. Quant aux amateurs du ballon rond, ils regarderont peut-être les prochains matchs de la coupe du monde avec un autre regard, enfin libéré des œillères des mensonges des médias.

Pierre Cherruau et Claude Leblanc ont construit là un superbe roman noir et politique, qui tiendra le lecteur en haleine jusqu'au rebondissement final, qui tord le cou aux fins conventionnelles et ajoute au texte une dimension d'un pessimisme absolu.

Guillaume Bourrou

Pierre Cherruau et Claude Leblanc, Ballon noir, L'Écailler du Sud, 244 p., 14 euros.



La voie du thérapeute

Chaque fois que me vient sous la main un livre de Georges Picard, je diffère le moment de m'y plonger, comme s'il fallait que certaines conditions soient réunies avant que je me sente disposé à risquer cette immersion dont je sens toujours qu'elle consacrera un moment de rare bonheur, une expérience assez nouvelle pour conjurer le mal être quotidien à l'influence délétère duquel, comme la majorité de mes semblables, je ne puis espérer malheureusement échapper.

De Georges Picard, je viens précisément de lire le dernier livre, un essai au titre de *Tout le monde devrait écrire* et dont le propos en forme de confidence concerne tout à la fois l'écriture, le livre, l'éditeur et le lecteur. Rien d'innocent, encore moins de naïf derrière ce titre un tantinet provocateur qui semble précéder les promoteurs de la chose imprimée dans leur désir à peine masqué d'attirer le fond de la pensée vers les surfaces d'effeuillement où le texte perdrait enfin sa densité pensante pour ne devenir qu'un bien de consommation très éphémère presque semblable, dans le contenu, à la pléthore des magazines et autres hebdomadaires qui encombrent les rayonnages des maisons de la presse et autres temples de l'information.

Non d'ailleurs qu'à travers ce brillantissime essai Georges Picard s'érigerait en Saint-Michel de l'écriture sacralisée, bien au contraire, mais que comme à son habitude, il aborde ce nouveau sujet avec l'extrême rigueur analytique et l'honnêteté intellectuelle qui lui sont propres et qui en quelques livres ont fait de lui l'un des penseurs tout à la fois les plus caustiques, les plus humoristiques, et les plus recherchés de sa génération. Au moment même où je rédige cette note pour vanter les nombreux mérites d'un livre dont on comprend que je pense le plus grand bien, il m'apparaît d'ailleurs que l'on ne peut en résumer le contenu sans en dénaturer le propos, ce qui signifie que s'y condense une tonalité à proprement parler musicale, c'est-à-dire possédant la capacité d'émouvoir et de faire penser dans une durée immobilisée, comme par exemple en d'autres livres devenus des classiques tels que *Les Caractères* de La Bruyère, *La Malle, Poste anglaise* de De Quincey ou, d'une façon générale tous les textes qui pour avoir atteint un sommet d'excellence constituent autant de pôles de référence à partir desquels fonder une réflexion de fond.

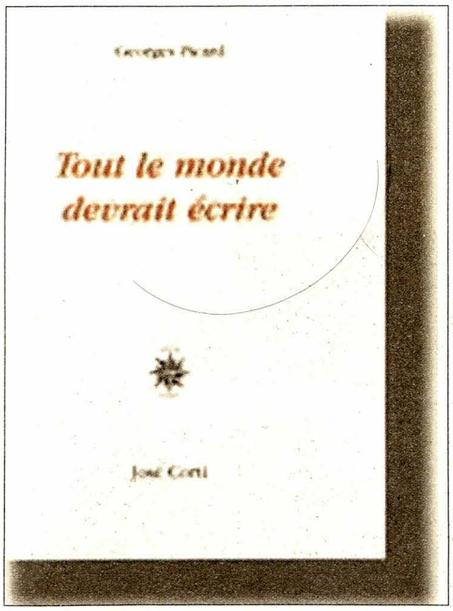
Particulièrement remarquable en effet l'analyse par laquelle examinant les différents réseaux de sens et d'activités conduisant à l'objet livre, Georges Picard accompagne notre réflexion jusqu'au point de contradiction immanent à notre condition de bipèdes pensants. Ce qu'il y a de rare et de bénéfique dans ce livre tient en effet à ceci que jamais Georges Picard ne propose de solution miracle au mal d'indifférence qui caractérise notre époque, montrant qu'il n'existe pas de progrès ni d'excellence sans contrepartie négative et que, ainsi que l'affirmait Georges Bataille, l'homme est aussi merdeux que souverain, et que vivre réellement une culture, c'est aussi bien en accepter les avantages que les travers.

Montaigne lui-même eût adoré ce livre qui tout en faisant un état des lieux des plus précis – et la situation de la création ne paraît pas bien bonne en effet- n'en conçoit malgré cela aucun pessimisme puisque comme il le montre d'une manière que l'on ne peut récuser, l'acte d'écrire obéit bien à une nécessité, à une urgence aussi vive que celle de l'instinct reproducteur. *Tout le monde devrait écrire* est bien un livre de thérapeute, un livre que devraient lire toutes celles et tous ceux que minerait un doute profond quant à l'avenir du livre en particulier et à l'avenir de la culture en général. C'est en tout cas sur cette question le livre le plus sain qu'il m'ait été donné de lire depuis longtemps.

Je pensais insérer dans le présent article quelques passages de ce petit chef-d'œuvre d'intelligence, mais j'y ai renoncé tant il m'est rapidement apparu que tirées de leur contexte, ces phrases s'en trouveraient gâchées. Si le drame de *Fahrenheit 451* devait finalement advenir et qu'il fallût apprendre par cœur certains grands livres pour ne pas les oublier, j'apprendrais personnellement le Laozi pour la stratégie et ce Picard-là pour l'éthique et l'intelligence, capacité qui n'existe pas sans l'appui d'un humour et d'une lucidité accomplis.

Claude Margat

Georges Picard *Tout le monde devrait écrire*, 152 pages (15 euros), José Corti.



Fichiers ADN
Le cauchemar de Ben

Vendredi 25 août, la ville d'Alès (Gard) assiste à un regroupement matinal, inhabituel, devant le palais de justice. C'est que Benjamin Deceuninck est traduit en justice pour avoir refusé le prélèvement d'ADN que la police lui imposait.

Benjamin, maraîcher en Cévennes, avait participé à un fauchage de betteraves génétiquement modifiées le 15 septembre 2001, à Avelin (Nord), sur une exploitation de la société Adventa France. Pour cela, lui et dix autres faucheurs d'OGM (« les 11 d'Avelin »), furent jugés le 3 novembre 2005, à Lille, et il fut condamné à un mois de prison avec sursis et 5000 euros d'amende collective. Ce fut sa première condamnation. Le 23 juin, il est convoqué dans le cadre de cette affaire pour se faire prélever de l'ADN à travers un échantillon de sa salive. Il est menacé (jusqu'à un an de prison et 15000 euros d'amende) mais ne cède pas au chantage. Comment s'est déroulé cet enchaînement ?

Le député RPR Alain Marsaud, répondant aux sirènes démagogiques du populisme qui demande toujours plus de répression, imagine en 1999 une loi pour constituer un fichier des empreintes générales destiné aux auteurs de crimes et délits sexuels sur des mineurs. C'est le 15 novembre 2001 que cette loi, amendée, sera votée dans le cadre de la LSQ (Loi sur la sécurité quotidienne) du gouvernement Jospin, quelques semaines après le séisme des avions s'écrasant le 11 septembre aux États-Unis. À la suite de quoi, la loi connaîtra un élargissement des délinquants sexuels sur des mineurs aux personnes ayant commis des crimes graves sur autrui. Enfin, en 2003, Sarkozy, dans la Loi sur la sécurité intérieure (LSI), étend encore l'application de cette peine aux délits d'atteinte aux personnes et aux biens (vol, dégradation, extorsion, détériorations…) et instaure une sanction, aggravée en 2004 par Perben, alors ministre de la Justice. L'extension de la loi est renforcée par la conservation des empreintes génétiques des condamnés mais aussi des suspects. L'objectif serait de collecter 700000 empreintes, conservées pendant 40 ans dans le FNAEG, le Fichier national automatisé d'empreintes génétiques. Un vrai cauchemar, mais bien réel, celui-là. Et pas seulement pour le travailleur paysan cévenol, mais aussi pour nous tous et toutes. Charles Hoareau, la figure marseillaise de la CGT chômeurs, en a déjà fait les frais. Sans parler des manifestants arrêtés au cours du mouvement anti-CPE… Et demain, qui ?

Pour Benjamin, qui est un militant de la CNT et qui se définit comme anarchiste, la question est toute politique. Dans un appel qui circulera largement jusqu'à recueillir 4300 signatures de soutien, il déclare : « Se soumettre au fichage ADN reviendrait aujourd'hui à fermer les yeux sur un passé qui étudiait la forme du crâne, du cerveau… Pour y trouver aujourd'hui les gènes de la déviance. Cette fausse mesure de prévention n'est qu'un moyen d'accroître la pression contre tous ceux qui refusent les politiques autoritaires qui renforcent chaque jour la misère et la concurrence entre les individus. Je refuse d'être mis au répertoire génétique pour avoir arraché quelques betteraves qui avaient été plantées contre l'avis de la population. »

Si, au cours du procès, le substitut du procureur et la juge n'auront guère d'indulgence pour Benjamin, celui ci argumentera dans le sens où cette mesure relève d'une véritable double peine et où il est question de l'édification d'une société liberticide. Jean-Jacques Gandini, avocat montpelliérain bien connu des lecteurs du *Monde libertaire*, évoquera notamment l'injustice d'une rétroactivité de cette obligation, par rapport à l'antériorité des faits. Sa plaidoirie mettra également en avant la question du choix de la liberté contre celle de la répression et du fichage. Et de demander la relaxe. Au final, ce sont 500 euros d'amende qui sont requis contre le réfractaire. Le délibéré est annoncé pour le 29 septembre.

Daniel (Nîmes)

Il est de ceux qui font se lever le vent

PARADOXALEMENT, LES MINES n'étaient pas tristes ce matin-là, sur le parvis du palais de justice de la capitale cévenole.

En fait, malgré la période estivale, la salle d'audience était pleine et environ deux cents personnes attendaient dehors, venues soutenir Benjamin. Une ambiance festive et offensive régnait et cela faisait chaud au cœur.

Dès les premières minutes du procès, un camarade sort de la salle et du haut des marches nous annonce que, sur demande de la substitut du procureur d'Alès, deux témoins cités par Benjamin sont récusés.

Grondement de colère et cris de protestations fusent. Par la suite, l'un de ces témoins, lui-même faucheur volontaire, viendra nous expliquer dans quelles circonstances, il a cédé aux pressions psychologiques des gendarmes. Il vit aujourd'hui le prélèvement et le fichage de son ADN comme un véritable viol.

Sur ces marches du palais de justice, les prises de parole se succèdent et entre chaque intervenant, les mots d'ordre et chants se font entendre, réchauffant l'atmosphère. L'ambiance est bon enfant malgré les CRS parqués dans des camions dans les rues adjacentes, mais pas l'ombre d'un bouclier ne se montrera.

Nous nous demandons si, à l'intérieur de la salle, Benjamin nous entend. En tout cas l'écho de ses paroles à lui, face à ses juges, portent loin, au-delà des murs épais du tribunal : « Je ne veux pas participer à la construction d'une société policière, sécuritaire et biométrique… On bâtit une société sur le mode Big Brother, héritée des systèmes anglo-saxons. On ne résout pas une crise sociale par une société de fichage. Sous couvert de prévention, on nous impose un système totalitaire où l'État veut contrôler tous les contre-pouvoirs, décidant, loin de l'idée de justice, qui est ou non délinquant. »

La détermination de Benjamin, la clarté de ses convictions et la mobilisation qui se lève autour de lui doivent faire réfléchir le pouvoir, pris entre sa volonté d'imposer son fichage et le risque d'en faire trop, de faire déborder la marmite.

Cela transparaît dans les propos de la substitut du procureur : « Vous n'êtes pas au dessus des lois ! Je ne veux pas vous transformer en martyr, mais mon devoir est d'appliquer la loi. »

L'amende requise, loin de la peine maximale, reste toutefois inacceptable. « 500 euros, c'est 500 de trop » scande la foule.

C'est la fin du procès et la salle se vide. Un cortège se forme alors, serpente à travers les rues du centre-ville pour rejoindre la Bourse du travail. Un débat doit s'y tenir pour tirer les enseignements de ce procès et décider des suites à donner.

La discussion a fait apparaître combien il est nécessaire de poursuivre ce débat et d'affiner les arguments sur l'ordre sécuritaire et le contrôle social qui se met en place. Un des intervenants parlait d'étapes qualitatives au-delà desquelles la remise en cause des libertés devient inacceptable. Un autre de faire le distinguo entre fichage pour acte de droit commun et acte politique.

La substitut du procureur avait pourtant été claire au cour du procès : « Le Code pénal ne distingue pas les infractions. » On ne peut « faire le distinguo entre des motivations criminelles ou politiques».

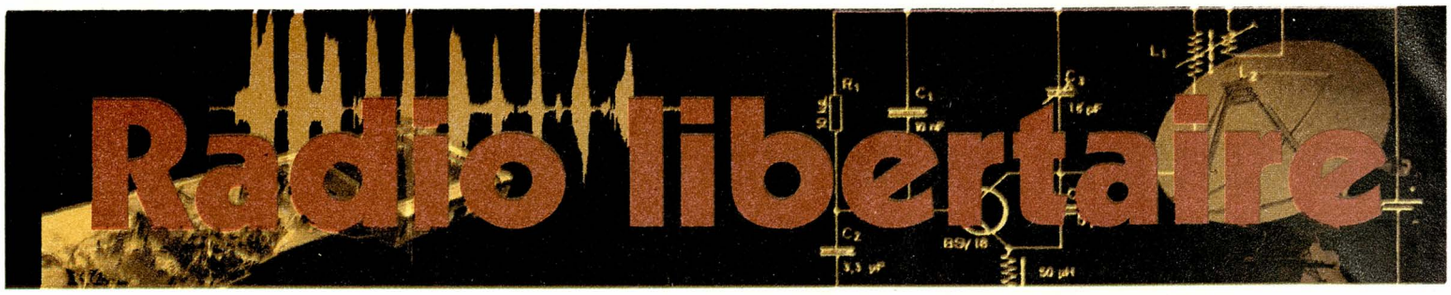
D'autres interventions ont toutefois recentré la discussion sur les véritables objectifs du FNAEG[1], à savoir la mise en fiche généralisée de tous ceux qui remettent en question l'ordre établi. Le caractère de classe de la justice a été mis en évidence tout comme la nécessité de suivre l'exemple de Benjamin, d'entrer en dissidence et de répondre par la généralisation du refus de se soumettre au prélèvement d'ADN ;

Dans ce combat, Benjamin n'est pas seulement un faucheur, il est aussi un défricheur. Il est de ceux qui font se lever le vent.

Et le 29 septembre, le jour du rendu du délibéré, nous serons encore à ses côtés, bien plus nombreux devant le tribunal d'Alès, à faire entendre notre insoumission.

Jean
Groupe Gard-Vaucluse

1-Fichier national automatisé des empreintes génétiques



Jeudi 14 septembre

Si vis pacem à 18 heures: Les Pieds sur Scène, ou le théâtre par-delà les barreaux. Invité: Michel Orion, la chanson en prison.

Les enfants de Stonewall « Affinités électives » à 19h30: La rentrée littéraire contre le star system, même gai et lesbien! Catherine Hubert pour *Les onze pies*, portrait d'une romancière chevronnée (7 romans) mal connue, et un premier roman, *Je nous attends*, de Betty Migot; et un projet de librairie sur Internet, avec une interview de Céline Tison.

Vendredi 15 septembre

Enjoy polar à 12 heures: Littérature noire. Vous retrouvez Hubert pour la reprise de l'émission, après la pause estivale...

Place aux fous à 13 heures: Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline. Éric Tessier chroniquera les Hawkind pour la partie musicale et Olivier Pascault poursuivra son analyse de Balzac, comme analyste de la lutte des classes au travers de la société parisienne du XIXe siècle (à partir de la trilogie *L'Histoire des Treize*, 1833-1834).

La grenouille noire à 21 heures: Anarchisme et écologie. La grenouille noire fait sa rentrée, avec l'inspection citoyenne contre l'arme nucléaire, qui aura lieu dans les Landes du 22 au 24 septembre (Greenpeace et l'Union Pacifiste) et les actions transports dans le cadre de la semaine de la mobilité (Vélorution).

Ça booste sous les pavés à 22h30: Musiques, reportages, actus... Animé par Squale.

Samedi 16 septembre

Deux sous de scène à 15h30: Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure à 19 heures: Magazine mensuel des livres, de la musique et du cinéma. Rentrée cinématographique, musicale et littéraire, en compagnie de Thierry Hervieu et Francis Gavelle. 1re heure: l'actualité de la nouvelle Cinémathèque Française du 51, rue de Bercy + une sélection des films à l'affiche. 2e heure: à préciser.

Dimanche 17 septembre

Des mots, une voix à 15h30: Des mots, des auteurs. L'émission recevra l'écrivain Éric Jourdan, pour ses livres *L'amour brut* (sorti chez La Musardine en 2006) et *Le songe d'Alcibiade* (sorti chez H & O en 2006). Au micro, Thierry Clair-Victor; à la réalisation Erwan Charton.

Il y a de la fumée dans le poste à 18h30: Émission du CIRC. Les fumeux fumeurs parleront de l'opération cisaille au Canada, du projet sarkozien pour la prévention de la délinquance, sans oublier de tailler un costard digne de l'UMP à Doc Gynéco.

Lundi 18 septembre

Lundi matin à 11 heures: Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Ça urge au bout de la scène à 21 heures: Magazine de la chanson vivante. Les deux Bernard accueillent chaque semaine des jongleurs de mots, des cracheurs d'images, des hérisseurs de poils, des provocateurs de frissons...

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22h30: Comme son nom l'indique... Chaque lundi, c'est une quasi révolte que les carmélites pentus réactivent nuitamment. Messe de minuit noire d'humour, les cloches sont sonnées à la Glanbouillette, les sacro-malsaintes revues de presse sont ressuscitées en OSB...

Mardi 19 septembre

Le Parisien libertaire à 08 heures: La Vélorution est en marche! Foxaroule! Les Vélorutionnaires roulent jusqu'au studio pour nous présenter leur combat pour d'autres façons de penser les transports à Paris, pour que davantage de place soit faite aux vélos et autres véhicules non-polluants, ainsi que les actions les plus éminentes.

Des oreilles avec des trous (dedans) à 17 heures: Des fusiques molles pour fous les tous. Comme à leur habitude, les DD alterneront des thématiques contraignantes avec leur reposant programme libre.

Idéaux et débats à 18 heures: Papy fait de la résistance! C'est avec une grande joie que nous recevons régulièrement, en direct ou non, notre unique invité du jour: Albert Jacquard pour *Mon utopie*, publié aux éditions Stock (interview réalisée le 29 août 2006).

Mercredi 20 septembre

Blues en liberté à 10h30: Émission musicale blues. Mississippi John Hurt, fingerpicking et blues-ballades.

Ras les murs à 20h30: Actualités des luttes de prisonniers. Ras les murs reçoit Maxime, qui vient de sortir de prison après y avoir passé 31 ans... No comment!

Jeudi 21 septembre

De rimes et de notes à 12 heures: Actualité de la chanson et du spectacle. Émission animée par Marlène Bouvier.

Radio cartable à 14 heures: La radio des enfants. Émission réalisée par les élèves des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem à 18 heures: Jouer contre la guerre avec les Amis de la vie.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Samedi 16 septembre

Paris 11e

Forum-débat de la librairie du Monde libertaire avec Jacques Lesage de La Haye, pour son livre *La mort de l'asile. Histoire de l'antipsychiatrie* à 16h30, au 145, rue Amelot.

Foix (09)

À l'occasion des 70 ans de la Révolution espagnole, La CNT-09 organise une journée à partir de 10 heures la maison des associations, 1, avenue de l'Ariège. Au programme: 10 heures: Le camp du Vernet par Brigitte Thomas (de l'amicale des anciens internés du camp du Vernet d'Ariège). -12 heures: Apéro-repas. Prix: 8 euros (réserver au 0561014672). - 15 heures: Présentation du livre *Les fils de la nuit: souvenirs de la guerre d'Espagne* (d'après les mémoires d'un membre de la colonne Durruti) par « Les Giménologues », aux éditions L'insomniaque. - 17 heures: Présentation du livre: *Collectivisations: l'œuvre constructive de la révolution espagnole* par des membres du Collectif Le Coquelicot de Toulouse, auteurs de cette réédition.

Inzinzac-Lochrist (56)

Les groupes libertaires Lochu (FA Vannes) et Ferrer (FA Lorient) proposent un pique-nique, à partir de 12 heures, au centre nautique parc Eaux-Vives du Blavet, quartier Julie-Le-grand, sur l'île de Locastel. Convivialité, monde à défaire et refaire, discussion autour des élections et des positions anarchistes... chacun apporte un petit truc à manger et à boire et on partagera! Table de presse. Infos à: fedeanar56@yahoo.fr

Samedi 23 septembre

Paris 18e

« Les 25 ans de Radio Libertaire » présenté par Wally Rosell et des animateurs de Radio libertaire à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Paris 11e

Forum-débat de la librairie du Monde libertaire avec Céline Beaudet pour son livre *Les Milieux libres: « vivre en anarchistes » à la Belle époque en France...* à 16h30, au 145, rue Amelot.

Vendredi 6 octobre

Paris 18e

Du 6 au 8 octobre: à l'occasion de la Fête des vendanges à Montmartre, exposition de peintures de Rébecca Gruel, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Samedi 7 octobre

Marseille (01)

Conférence-débat avec Xose Ulla Quiben pour son livre *La plume rouge et noire du Père Peinard*, à 17 heures au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Samedi 4 novembre

Marseille (01)

Conférence-débat avec Céline Beaudet pour son livre *Les Milieux libres: « vivre en anarchistes » à la Belle époque en France...* , à 17 heures au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Vendredi 17 novembre

Paris 18e

Du 17 au 19 novembre: à l'occasion des Portes ouvertes d'Anvers aux Abbesses, exposition de peintures de Rébecca Gruel, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Samedi 2 décembre

Paris 18e

Les 8 ans de bibliothèque La Rue, ça se fête! À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Les élections ...
ça vous amuse encore ?

Abstention ! Révolution ! Autogestion !

FEDERATION ANARCHISTE

www.federation-anarchiste.org